

Otan : les députés valident le choix du Président

En mêlant le retour complet dans l'Alliance à un débat plus large sur la politique étrangère, François Fillon a facilement obtenu la confiance de sa majorité (329 oui, 228 non).

«C'est du foutage de gueule!» Il s'éloigne. Puis fait demi-tour: «Vous ne l'écrivez pas, hein, c'est off!» Pour une circonstance un peu historique quand même – le vote qui valide un retour de la France dans le commandement de l'Otan – la colère, même off, de ce député UMP vaut son pesant de «solidarité».

Foutage de gueule? Pour trois raisons, déplorées à gauche surtout, à droite souvent:

1) Le débat, demandé par le PS, survient après la décision de Nicolas Sarkozy de rompre avec quarante-trois années de consensus et sans consultation du Sénat. Pas étonnant que les deux hémicycles se soient vite vidés, alors que la réforme constitutionnelle prétend donner plus de pouvoirs au Parlement. «**La nouveauté, réplique François Fillon, c'est que maintenant, on en débat!**»

2) En engageant la responsabilité du gouvernement, pour la deuxième fois depuis son arrivée à Matignon, François Fillon force la solidarité de sa majorité pour mettre son gouvernement à l'abri d'un renversement.

3) L'Otan n'est qu'un élément – que certains critiquent – d'une politique étrangère que les mêmes peuvent approuver. «**J'ai décidé de ne pas participer au vote, explique ainsi l'UMP Jean-Pierre Grand, parce que c'est la seule solution pour voter contre l'Otan sans voter contre le Premier**



François Fillon a garanti «l'indépendance». Laurent Fabius a évoqué le retour de «la logique des blocs».



ministre.» «**Je ne veux évidemment pas voter la censure, ajoute le Morbihannais François Goulard, l'un des dix UMP à n'avoir pas participé au vote. Nous n'avons pas de liberté d'expression.**»

Pourtant, l'Assemblée avait un peu la fièvre des grands jours, hier. Chacun avait choisi les orateurs qui font autorité. Le Premier ministre d'abord.

Laurent Fabius, quasi gaullien après avoir été antigauilliste. Mais pas François Bayrou, qui s'est fait souffler son temps de parole par les non-inscrits!

Le midi, les socialistes avaient même convoqué Jean-Marc Ayrault, le président du groupe PS, Martine Aubry, la patronne du parti, et deux anciens Premiers ministres, Laurent Fabius et Lionel Jospin. Un Jospin en

forme et très homme d'État dont les explications, tirées de son expérience entre 1997 et 2002, ont fait forte impression en réunion de groupe.

Oui, quarante-trois ans après la décision du général De Gaulle, ce 17 mars 2009 a failli être une journée solennelle.